

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Chartres, le 15 avril 2016

Unité départementale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir
pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
PRESCRIVANT LA SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

SOCIÉTÉ RECYCLEO

ICPE N° 100.12166

COMMUNE DE VILLEAU

1. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

La société RECYCLEO exploite une installation de stockage de déchets inertes située au lieu-dit "La vigne des champs" sur le territoire de la commune de Villeau.

Cette installation est autorisée pour le stockage de déchets exclusivement inertes, et est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2013218-0002 du 2 août 2013 pris en application de l'article L. 541-30-1 du Code de l'environnement, à échéance au 2 août 2019, pour une capacité totale de stockage de 1 035 000 m³ et une capacité annuelle maximale de 172 500 m³.

Un récépissé préfectoral d'antériorité au bénéfice des droits acquis a été délivré le 7 mai 2015 à la suite de la publication du décret n°2014-1501 du 12 décembre 2014 modifiant la nomenclature des installations classées et de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n°2760-3. A compter du 1^{er} janvier 2015, cette installation est devenue une installation classée pour la protection de l'environnement et relève du régime d'enregistrement sous la rubrique 2760-3 de la nomenclature des installations classées. Cette installation est désormais sous le contrôle de l'inspection des installations classées de la DREAL.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été préalablement soumis à l'exploitant par courrier du 1^{er} mars 2016, celui-ci a fait de ses observations par courrier du 24 mars 2016. L'inspection des installations classées a pris en compte les remarques de l'exploitant dans le projet d'arrêté complémentaire ci-joint.

2. PRÉSENTATION DU PROJET D'ARRÊTÉ

2.1 Historique du site

La société RECYCLEO, S.A.R.L créée en 2013, exerce ses activités sur des parcelles précédemment exploitées par la société NEO ENVIRONNEMENT. Des activités de stockage de déchets inertes avaient été autorisées par arrêté préfectoral du 29 novembre 2007 au bénéfice de la société NEO ENVIRONNEMENT puis suspendues par arrêté préfectoral du 22 juillet 2009 du fait de l'exercice d'activités de stockage de déchets non dangereux non inertes par cette même société.

La société RECYCLEO, dont le siège social est situé 12 rue de Varize à Chartres, est présidée par M. Serge MARTEL de la CHESNAYE.

Suite à la visite de l'inspection des installations classées du 1^{er} juillet 2015, un arrêté préfectoral de mise en demeure de respecter les prescriptions des arrêtés ministériels du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales et aux conditions d'admission des déchets inertes et portant mesures conservatoires a été signé le 12 août 2015.

Depuis cette inspection, deux visites du site ont été réalisées le 4 novembre 2015 et le 10 février 2016 afin de constater les actions mises en œuvre.

2.2 Suites données aux visites de l'inspection des installations classées

Suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 août 2015, l'exploitant a notamment transmis à l'inspection des installations classées par courrier du 27 décembre 2015, une interprétation de l'état des milieux et des analyses des déchets stockés réalisées par l'APAVE le 26 novembre 2015.

Trois prélèvements de sol dans le massif de déchets ont été réalisés sur le site, dont un témoin. Les résultats du 2^{ème} prélèvement concluent que les sols échantillonnés au niveau du massif de déchets ne sont pas acceptables en ISDI, selon les critères de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, pour les paramètres sulfates cumulés et la fraction soluble cumulée.

En mg/kg MS	Valeurs ISDI	S1 (0,6 - 2)	S2 (12)	S3 (12)
Sélénium cumulé	0,1	< 0,05	< 0,05	< 0,05
Zinc cumulé	4	< 0,02	< 0,02	< 0,02
Chlorures cumulé	800**	20	48	52
Fluorures cumulé	10	6,0	2,0	2,0
Sulfates cumulé	1000**	150	4300	810
Indice phénol cumulé	1	< 0,1	< 0,1	< 0,1
Fraction soluble cumulé	4000**	1600	6700	1300
COT cumulé	500	0 - 10	17	22

* Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total au éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

** Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

n.d. : non détecté / n.a. : non analysé.

Selon l'analyse de l'inspection des installations classées, ces paramètres peuvent être liés à la présence de plâtre dans le massif de déchets. L'inspection a constaté sur site lors des visites du 1^{er} juillet 2015, 4 novembre 2015 et 10 février 2016 que des déchets de plâtre étaient stockés dans le massif de déchets.

Une nouvelle interprétation de l'état des milieux réalisée par l'ENCEM en décembre 2015 a été transmise à l'inspection des installations classées le 15 janvier 2016. Il y est notamment précisé que :

- « Le substratum est constitué par les argiles à silex du Paléocène, qui sont plus ou moins imperméables » ;
- "Les modalités d'alimentation de la nappe de Beauce [...] rendent les eaux souterraines vulnérables aux pollutions" ;
- « Ces éléments [*sulfates et fraction soluble cumulés*] sont actuellement contenus dans les matériaux et sont donc potentiellement mobilisables et pourraient atteindre la nappe ».

L'ENCEM conclut son étude en indiquant que "pour s'assurer de l'absence de possibilité d'évolution défavorable de l'état des milieux au cours du temps, une surveillance de la qualité des eaux souterraines pourraient être mise en place".

Lors des visites d'inspection des 1^{er} juillet 2015, 4 novembre 2015 et 10 février 2016 débouchant respectivement sur les rapports transmis le 23 juillet 2015, le 6 janvier 2016 et le 1^{er} mars 2016, l'inspection des installations classées a constaté sur le site la présence de déchets inertes en mélange avec des déchets non autorisés non inertes non dangereux tels que du bois, papiers et cartons ; morceaux de plaques de plâtre en quantité importante ; métaux divers ; câbleries ; cannettes, emballages plastiques, bouteilles plastiques, papiers, cartes de crédit.

Les activités de stockage de déchets non dangereux relèvent du régime de l'autorisation, au titre de la rubrique 2760-2 de la nomenclature des ICPE, dont l'exploitant ne peut se prévaloir. Un arrêté préfectoral de mise en demeure de régulariser la situation administrative a été signé par le préfet d'Eure-et-Loir le 8 mars 2016.

De plus, ce site présente des contraintes d'imperméabilité minimale avec une craie très faillée directement en contact avec la nappe de Beauce.

Pour les installations de stockage de déchets non dangereux, une surveillance des eaux souterraines est prescrite (art. 24 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux).

Dans l'attente d'une régularisation passant par le respect des conditions d'admission des déchets, une sévénisation des prescriptions complémentaires est proposée par l'inspection des installations classées.

3. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

En application des dispositions de l'article R. 512-31 du Code de l'environnement et compte-tenu des conditions d'exploitation du site exposées ci-dessus et considérant la nécessité de suivre la qualité des eaux souterraines au droit du site, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de l'Eure-et-Loir de fixer par arrêté complémentaire :

- la réalisation d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines ;
- la surveillance mensuelle des eaux souterraines durant 3 mois puis une surveillance durant les hautes et basses eaux en cas d'absence d'évolution défavorable ;
- la mesure de la perméabilité du substratum au droit de chaque piézomètre.

Conformément à l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, le projet d'arrêté doit être préalablement soumis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques auquel il est proposé d'émettre un avis favorable.
